NPA l'étincelle

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 1er février 2021

De la crise de nerfs à la révolte sociale ?

Confinera, confinera pas ? Voilà plusieurs jours que le gouvernement souffle le chaud et le froid. Nos nerfs sont à vif. Les mesurettes annoncées par Castex vendredi n'auront qu'un effet à la marge sur la propagation du virus et ne peuvent faire oublier le fiasco de la campagne vaccinale. Depuis un an que ça dure, quand allons-nous sortir de cette valse de confinements et déconfinements décidés en fonction des seuls profits des grands groupes capitalistes, au mépris de notre santé et de nos vies ?

Faillite du système capitaliste

Après les échecs des campagnes de dépistage et de vaccination, voilà que les labos annoncent des retards de production et livraisons. C'est qu'ils ne fabriquent pas des médicaments ou des vaccins : ils fabriquent du profit pour leurs actionnaires. Alors que la mise en commun des capacités de production des entreprises pharmaceutiques serait une nécessité, les États se soumettent aux lois de la concurrence capitaliste. Il a fallu de longues négociations pour que Sanofi aide à mettre en flacon les vaccins Pfizer, mais pas question qu'il en produise, car c'est la guerre des brevets. Pendant ce temps, l'épidémie progresse et ce sont les classes populaires qui en paient le prix.

Les profiteurs de guerre

L'effet premier et majeur des restrictions imposées, c'est l'appauvrissement et la précarisation du monde du travail. Selon le dernier rapport d'Oxfam (un observatoire contre les inégalités), 715 000 emplois ont été supprimés dans l'intérim en France, sans compter les CDD non renouvelés. Et ceux qui bénéficient d'un CDI ne sont pas épargnés avec les baisses de revenu liées au chômage partiel. Au total, en France, un million de personnes a basculé dans la pauvreté depuis le début de l'épidémie.

Moins de 1 % des 100 milliards d'euros du plan de relance est consacré à lutter contre la pauvreté. Un vrai drame pour des millions de jeunes qui se retrouvent sans revenu après la perte de leur job. Un drame pour celles et ceux qui ne peuvent plus payer leur loyer. Mais cette manne arrose les grands groupes licencieurs Total, Renault, Air France, Carrefour et même Sanofi qui supprime des centaines de postes dans la recherche médicale : on marche sur la tête ! Guère étonnant que les capitalistes, derrière ces groupes gavés d'argent public, aient vu leur fortune augmenter depuis le début de la pandémie. Celle des quarante-et-un milliardaires français a dépassé son niveau d'avant la crise et sept d'entre eux possèdent autant que les 30 % les plus pauvres.

Pour un programme d'auto-défense du monde du travail

Face à cette situation, la lassitude et l'exaspération pourraient laisser place à la colère et à la révolte. Des luttes du monde du travail ne vont pas manquer d'arriver, dans lesquelles les travailleurs en mouvement vont devoir avancer leur programme d'auto-défense face à l'urgence sociale et sanitaire :

- le secteur de la santé doit être tiré des griffes des intérêts privés : abolition du secret commercial et du monopole des brevets, réquisition des entreprises stratégiques et placement sous le contrôle des travailleurs de leurs activités ;

- les services publics de la santé, de l'éducation, des transports, de la culture doivent recevoir les centaines de milliards de l'État leur donnant les moyens en personnel et en locaux qui limitent les brassages et leur permettent de fonctionner en toute sécurité sanitaire ;

- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, partage et réduction du temps de travail, sans perte de salaire ;

- un programme d'urgence d'aide à la jeunesse privée de revenus.

Ces points sont à discuter entre nous qui produisons tout, et à avancer pour nos mobilisations à venir.

Ségur : les soignants ne se laissent pas raconter d'histoires !

Alors que l'idée d'un troisième confinement plane toujours dans l'air, on constate que les mesures et les gadgets du gouvernement sont incapables d'endiguer la progression du virus, et surtout, qu'il n'a strictement rien fait pour augmenter les capacités hospitalières. Au contraire, il continue d'accompagner la politique des suppressions de lits. Nous sommes de nombreux soignants a bien comprendre que le « Ségur de la santé » n'était qu'un enfumage, et que ce n'est qu'en comptant sur nos propres forces, par nos grèves et nos mobilisations, que nous obtiendrons une amélioration de nos conditions de travail !

Et un et deux et trois… zéro pour Haguenau

La troisième vague est déjà là et tout continue à se faire dans l'urgence et le manque de moyens. Au centre hospitalier de Haguenau, les 27 lits affectés aux patients Covid sont déjà tous occupés. Jeudi dernier, l'hôpital a fièrement annoncé l'ouverture d'une unité de dix lits supplémentaires. Malheureusement, ces derniers, tant attendus, n'ont pas été livrés avec le personnel soignant nécessaire pour assurer les soins. C'était à prévoir : jamais deux sans trois… Derrière les effets d'annonce, ce sont encore et toujours les mêmes difficultés qui se répètent vague après vague. Les lits manquent et quand les lits annoncés arrivent, ce sont les embauches qui ne suivent pas !

L'heure est à la mobilisation !

Les agents des blocs opératoires du CHU de Toulouse se sont mis en « grève surprise » début janvier et occupent désormais les locaux de la direction pour exiger un renforcement des effectifs. Tout comme le 21 janvier, où les hospitaliers sont descendus dans la rue pour dénoncer l'imposture du Ségur et revendiquer de vrais moyens pour l'hôpital. C'est la voie à suivre ! À nous de faire front pour, tous ensemble, obliger le gouvernement et les directions à céder à nos revendications.

Sanofi a ses raisons capitalistes que la raison ignore

Les salariés du site de recherche Sanofi de Strasbourg ont manifesté jeudi dernier contre la fermeture de leur site. En effet, la direction souhaite le transférer en région parisienne avec des suppressions d'emplois à la clé. On parle d'ailleurs de la suppression de 400 postes de chercheurs à l'échelle de tout le groupe… Une politique qui n'est pas étrangère au retard pris dans le développement de son vaccin anti-Covid. Ces derniers temps ont pourtant bien montré tout l'intérêt des filières de recherche et développement. D'autant plus qu'avec ses 100 millions d'euros reçus l'année dernière en crédit d'impôt recherche et les 4 milliards de dividendes versés en 2020, les poches des actionnaires sont loin d'être vides !

Un déménagement qui colle aux dents

Fin 2020, le fonds Eurazeo, propriétaire de l'usine Carambar de Marcq-en-Baroeul (Nord) annonçait aux 120 salariés la fermeture de l'usine et le déménagement de la production sur une usine Lutti à huit kilomètres de là. Il promettait le reclassement de presque tous les salariés (sucrant neuf postes au passage)… à condition qu'ils acceptent des baisses de rémunération (de 5 à 22 % en moins sur le net !). Une mauvaise blague que les salariés ne comptent pas laisser passer : depuis plusieurs semaines, ils multiplient les débrayages et se relaient sur le piquet de grève pour défendre emplois et salaires.

Vive la grève de PSA-Kénitra !

À Kénitra, au Maroc, 2 500 ouvriers fabriquent la Peugeot 208. Salaires de base de misère (240 euros mensuels), primes pas toujours versées, heures sup' et jours fériés travaillés imposés… Des vêtements à l'organisation des postes, en passant par l'attitude de la hiérarchie, les conditions de travail sont déplorables. Alors la semaine dernière, la colère l'a emporté et la grève a éclaté. Souhaitons la victoire de nos camarades de l'autre côté de la Méditerranée : elle serait pour nous, ici, un point d'appui pour nos propres luttes.

Les étudiants sont dans la rue, et demain ils continuent !

Mardi dernier, des étudiants ont à nouveau battu le pavé, de concert avec des travailleurs de l'Éducation nationale pour revendiquer une réouverture des facs avec de meilleures conditions d'études. Macron promet des repas à un euro dans les restos universitaires, mais les étudiants vivent parfois très loin des campus ! Aucune réelle mesure n'est prise pour les milliers d'étudiants qui ont perdu leurs « jobs ». Alors que les files d'attente devant les banques alimentaires se rallongent de milliers d'étudiants et que les cas de détresse se multiplient, le mépris du gouvernement ne fait que renforcer la détermination des équipes militantes mobilisées.

Ne nous laissons pas faire !

Jeudi 4 février, une journée de grève interprofessionnelle est appelée par plusieurs syndicats. Les hospitaliers auraient tout intérêt à descendre dans la rue au côté des autres secteurs. Nous voulons plus de lits, plus d'embauches et l'augmentation des salaires. Cette journée de mobilisation pourrait être une nouvelle occasion de riposter à la politique du gouvernement et du patronat qui font tout pour nous faire payer cette crise. Imposons, partout, l'interdiction des licenciements, des suppressions de postes et de réelles améliorations de nos conditions de travail.

À Strasbourg, la manifestation est prévue à 14 heures au départ de la place Kléber. Soyons-y nombreux !